PROCÈS-VERBAL

Nombre de membres en exercice: 11	Séance du 02 juin 2025 L'an deux mille vingt-cinq et le deux juin l'assemblée régulièrement convoquée le 02 juin 2025, s'est réunie sous la présidence de
Présents : 9	Sont présents: Pierre FISCHER, Gérard GUILLOT, Jean-Pierre SAUNIER, Martine GINESTE, Franck SAUVECANNE, Alexandra CABIRAN, Sylvain D'APUZZO, Théodore YABI, Sophie BARTHELEMY
Votants: 11	Représentés: Céline MUCCI HUSS par Martine GINESTE, Manon BEAUVOIS par Pierre FISCHER
	Excuses:
	Absents:
	Secrétaire de séance : Alexandra CABIRAN

Le 2 juin 2025 à 19h00, le conseil municipal, dûment convoqué par courrier électronique via le logiciel AGEDI Assemblée, en date du 26 mai 2025, s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence du Maire, Monsieur Pierre FISCHER, en mairie, dont les portes étaient restées ouvertes au public.

Le quorum est atteint.

Objet : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SYNDICAT PNRL - DE 2025 031

Monsieur GUILLOT Gérard, adjoint au Maire, désigné rapporteur, expose à l'organe délibérant la situation suivante :

- o Monsieur Sylvain D'APUZZO a été nommé « délégué titulaire » au Parc Naturel Régional du Luberon par délibération DE_2020_001 le 2 mai 2020.
- o Suite à la démission de Mr D'APUZZO au 1^{er} Avril 2025 d'adjoint au Maire, la question se pose quant à sa délégation auprès du PNRL.

A ce jour il est proposé aux élus de réaffirmer cette désignation.

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, **le Conseil Municipal**, à l'unanimité des présents et des représentés **décide de :**

- **Réaffirmer** la désignation de Monsieur D'APUZZO Sylvain en tant que délégué titulaire au Parc Naturel Régional du Luberon jusqu'à la fin du mandat en cours.

Objet : MODALITES DU BAIL A FERME DE 9 ANS - DE 2025 032

Monsieur Gérard GUILOT, désigné rapporteur par Monsieur le Maire, rappelle aux élus que les terres communales concernées par cet affermage sont situées au sud du village et sont constituées de 5 parcelles cadastrales totalisant 2 hectares 96 dont 2 hectares 12 sont cultivables.

Il avait été demandé en séance du 10/04/2025, **au conseil municipal** de se prononcer sur le choix entre deux agriculteurs.

La candidature de Monsieur Olivier RENOULT a été retenue par délibération DE_2025_020.

Il convient de définir les modalités de ce bail dont les conditions ont été présentées, et d'affirmer que le preneur a la charge de s'entendre avec l'auteur des semis qui sont implantés au moment de l'établissement du bail.

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, **le conseil municipal**, à l'unanimité des présents et des représentés, **décide de :**

- **Autoriser** Monsieur le Maire ou ses adjoints à signer ce bail à ferme et tous documents relatifs aux fins d'exécution de la présente décision.

Objet : APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PLU - PARC PHOTOVOLTAÏQUE - DE 2025 033

Adoption de la déclaration de projet emportant approbation de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

M. GUILLOT Gérard adjoint au Maire rappelle que la commune de Montfuron dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal N° DE_2017_068 du 21 décembre 2017, qui a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 20 février 2023 par la délibération N° DE_2023_006.

L'entreprise Voltalia a réalisé les études préalables et a déposé un permis de construire pour la réalisation de ce parc photovoltaïque, le 30/12/2021 sous le numéro PC 004 128 21 00002.

Une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été prescrite en date du 9 juin 2022, afin de permettre la réalisation d'un projet de parc photovoltaïque au lieu-dit « Le Rocher ».

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, encadrée par le code de l'urbanisme et par le code de l'environnement, s'est composée des étapes suivantes :

- Délibération du conseil municipal prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
- Constitution du dossier ;
- Passage en commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS) pour une demande de dérogation au principe d'urbanisation en continuité
- Phase de concertation ;
- Demande d'avis de l'autorité environnementale ;
- Examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU ;
- Enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 10 février 2025 au mercredi 12 mars 2025. Le commissaire enquêteur a reçu 31 observations ont été inscrites dans le registre. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont assorties d'un avis favorable au projet.

Considérant que quelques modifications mineures sont à apporter au dossier, afin de prendre en compte certaines observations recueillies durant la réunion d'examen conjoint.

Le Conseil Municipal,

Vu le code Général des Collectivité Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-54 à 59 et L300-6, ainsi que les articles R153-15 et suivants,

Vu le code de l'environnement,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 21 décembre 2017,

Vu la délibération DE_2022_034 du 9 juin 2022 portant prescription de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU),

Vu l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre du projet de mise en compatibilité du PLU,

Vu la délibération DE_2024_023 du 24 juin 2024 portant approbation du bilan de la concertation établie dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) et son annexe, le bilan de la concertation,

Vu l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en date du 13 septembre 2022,

Vu l'absence d'observations dans les délais impartis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe),

Vu l'examen conjoint réalisé le 28 novembre 2024 en présence de représentants de :

- La mairie de Montfuron et son bureau d'études l'accompagnant dans la procédure ;
- La direction départementale des territoires (DDT) des Alpes de Haute-Provence ;
- La chambre d'agriculture des Alpes de Haute-Provence ;
- Le parc naturel régional du Luberon

Vu l'arrêté municipal DE_2025_002 portant mise en enquête publique de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Montfuron ;

Vu le rapport et les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Entendu l'exposé de M. GUILLOT Gérard adjoint au Maire ;

Considérant que quelques modifications mineures sont à apporter au dossier, afin de prendre en compte certaines observations recueillies durant la réunion d'examen conjoint. Le récapitulatif des modifications apportées au dossier avant son approbation est annexé à la présente délibération.

Considérant que la déclaration de projet telle que présentée en enquête publique est prête à être adoptée, emportant mise en compatibilité du PLU telle que proposée en enquête publique ;

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et des représentés **décide de** :

- **D'adopter** la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation du projet de parc photovoltaïque au lieu-dit « Le Rocher », conformément aux articles L153-58 et R153-15 du code de l'urbanisme. La mise en compatibilité du PLU est donc approuvée.
- **De préciser** que, conformément à l'article R153-20 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :
 - Affichage sur les lieux officiels de la mairie durant un mois ;
 - Mention de cet affichage sera inséré en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département ;
 - Publication sur le portail national de l'urbanisme.

En outre, conformément à l'article R113-1 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise pour information au centre national de la propriété forestière. Elle sera également transmise à la préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera tenu à la disposition du public en mairie.

Objet : PLAN DE FINANCEMENT POUR L'INSTALLATION DE 3 LAMPADAIRES (AVEC PARTICIPATION FINANCIERE DE DLVAgglo) : RUE DU CHATEAU ET RUE DU MISTRAL - DE 2025 034

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la commune est porteuse d'un projet, depuis 8 ans, dans le cadre de l'installation d'éclairage public dans la rue du château et la rue du Mistral, celles-ci se retrouvant dans une obscurité complète dès la tombée de la nuit.

En avril 2025, la DLVAgglo a soumis à la commune un devis concernant lesdits travaux. Vu la délibération de DLVAgglo N° CC-26-02-25, la commune participera sous forme de fonds de concours à hauteur de 49% des travaux.

Il convient de signer une convention d'attribution d'un fonds de concours de la commune de Montfuron à la communauté DLVAgglo.

Il donne lecture des devis qu'il a en sa possession.

Le coût objectif des ouvrages est estimé à 10 136,34 € HT, soit 12 163,61 € TTC

Plan de financement

La répartition financière est indiquée dans le tableau ci-après :

DLVAgglo	Montant total des travaux HT : 10 136,34 €
Commune MONTFURON	49 % du montant HT : 4 966,81 €
RESTE A CHARGE DE DLVAgglo HT	51 % du montant HT : 5 169,53 €
TVA 20 %	2 027,27 €
TOTAL TTC A CHARGE DE DLVAgglo	7 196,80 €

Le montant estimé du fonds de concours de la Commune de MONTFURON au profit de DLVAgglo est de **4 966.81 €**.

Après échange entre élus, Madame CABIRAN fait observer que sur le parking du Mistral situé à l'entrée du village, l'éclairage public est insuffisant, et demande s'il ne serait pas possible d'envisager le déplacement d'un éclairage à cet endroit.

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, le conseil municipal, par 8 voix pour, 1 contre (Sophie BARTHELEMY), et 2 abstentions, **décide de :**

- **Approuver** le plan de financement tel qu'il est présenté ci-dessus ;
- **Autoriser** M. le Maire à signer ladite convention et tous les documents relatifs à l'exécution de cette présente décision ;
- **Autoriser** Monsieur le Maire à participer aux dépenses susmentionnées pour la réalisation de l'opération ci-dessus sous forme de fonds de concours que la commune reverserait à DLVAgglo ;
- **Dit que** les crédits sur l'exercice 2025 devront être ouverts ultérieurement par décision modificative ;

Objet : PLAN DE FINANCEMENT POUR LA RESTAURATION DU MOULIN ET DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA REGION DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJET " RESTAURATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE RURAL " - DE 2025 035

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la commune est porteuse d'un projet dans le cadre de la restauration et valorisation du patrimoine rural de la REGION

Des travaux sont à réaliser pour le remplacement des ailes du moulin à vent en mauvais état.

Il donne lecture du devis qu'il a en sa possession.

Le coût objectif de cet ouvrage est estimé à 19 088,00 € H.T soit 22 905.60 € TTC.

Le Plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES HT		RECETTE	
REMPLACEMENT DES AILES DU MOULIN ET DE SON SYSTEME DE FREIN	19 088,00 €	Subvention REGION de 50%	9 544,00 €
TOTAL HT	19 088,00 €	AUTO-FINANCEMENT	9 544,00 €
		TOTAL	19 088,00 €

Le montant de l'auto-financement est estimé à 9 544 €.

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents **décide de :**

- **Approuver** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus ;
- **Autoriser** Monsieur le Maire à solliciter la subvention REGION pour la réalisation de l'opération ci-dessus mentionnée ;
- **Dit que** les crédits et les dépenses sont inscrits au budget principal.

Objet : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE MONTFURON ET LE COLLABORATEUR BENEVOLE RESPONSABLE DU MOULIN - DE 2025 036

Madame GINESTE Martine adjoint au Maire, désignée rapporteur par Monsieur le Maire, invite le conseil municipal, réuni ce soir, a examiné la question de la gestion de l'entretien du moulin à vent et de l'organisation des visites, particulièrement en prévision de l'affluence attendue durant la belle saison.

Considérant que le moulin à vent est un patrimoine précieux de notre village et un atout touristique important, il est impératif d'assurer son bon entretien et d'organiser des visites de manière optimale afin de répondre à la demande croissante des visiteurs.

Le conseil municipal a désigné le 14 avril 2025 par délibération DE_2025_024 Monsieur Norman BONNARDEL en tant que bénévole responsable de l'entretien du moulin à vent et de l'organisation des visites.

A ce jour il est proposé de formaliser une convention liant le bénévole à la commune de MONTFURON, et de procéder à la couverture d'assurance par GROUPAMA.

Le conseil municipal, après délibération, **décide** à l'unanimité des présents et des représentés, de:

- **Autoriser** M. le Maire à signer ladite convention et tous les documents relatifs à l'exécution de cette présente décision ;

Objet : DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET PRIMITIF 2025 - DE 2025 037

Monsieur le Maire, donne la parole à la secrétaire de mairie Madame TESTU Elizabeth laquelle informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de prendre une décision modificative au Budget 2025.

Les décisions modificatives sont des délibérations qui viennent modifier les autorisations budgétaires initiales, soit pour intégrer des dépenses ou des ressources nouvelles, soit pour supprimer des crédits antérieurement votés.

Les décisions modificatives répondent aux mêmes règles d'équilibre et de sincérité que le budget primitif et peuvent être également transmises par le préfet à la chambre régionale des comptes.

Concernant cette décision modificative, il s'agit de modifier certains postes de recettes sur les sections d'investissement du budget principal de la commune de MONTFURON, à travers les inscriptions suivantes :

- Dépense de fonctionnement : 023 = 2 000€
- Recette d'investissement : absence de 021

Or, les chapitres 021 et 023 vont de pair, ils doivent donc avoir les mêmes montants. Afin de régulariser cela je vous prie de donc bien vouloir prendre une DM au prochain conseil afin d'abonder le 021.

Il est proposé à l'organe délibérant de voter la décision modificative du budget 2025 ainsi :

SECTION FONCTIONNEMENT				TOTAL FONCTIONNEMENT	
CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	PREVUS	ACTUELS	PREVUS
023	023000000	PRODUIT DE LA SECTION PRODUIT DE LA SECTION			124 813,96
023	023000000	PRODUIT DE LA SECTION			124 813,96

SECTION INVESTISSEMENT				TOTAL INVESTISSEMENT	
CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	PREVUS	ACTUELS	PREVUS
021	021000000	PRODUIT DE LA SECTION PRODUIT DE LA SECTION			124 813,96
021	021000000	PRODUIT DE LA SECTION			124 813,96

Il convient d'approuver cette décision modificative à la demande, par mail, du comptable principal du Service de Gestion Comptable datant du 07/05/2025 ;

Suite à cette présentation, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE :

- **D'accepter** cette décision modificative du budget 2025 ;
- **D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Objet : DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET PRIMITIF 2025 - DE 2025 038

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la commune est porteuse d'un projet, depuis 7 ans, dans le cadre de l'installation d'éclairage public dans la rue du château et la rue du Mistral, celles-ci se retrouvant dans une obscurité complète dès la tombée de la nuit.

Les décisions modificatives sont des délibérations qui viennent modifier les autorisations budgétaires initiales, soit pour intégrer des dépenses ou des ressources nouvelles, soit pour supprimer des crédits antérieurement votés.

Les décisions modificatives répondent aux mêmes règles d'équilibre et de sincérité que le budget primitif et peuvent être également transmises par le préfet à la chambre régionale des comptes.

Mr le Maire explique qu'il convient de minorer le montant prévisionnel initial des crédits portés à l'article 605 à hauteur de 5 000 € de manière à avoir un solde prévisionnel définitif au budget 2025 de 5 000 €.

Concernant cette décision modificative, il s'agit de modifier certains postes de dépenses et de recettes sur les sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la commune de MONTFURON, à travers les inscriptions suivantes :

Section de Fonctionnement		Section d'Investissement	
Prévisions	Montant Final suite à 2024	Prévisions	Montant Final suite à 2024
002 5 000,00 €	7 000,00 €	2152 - €	5 000,00 €
605 5 000,00 €	5 000,00 €	021 2 000,00 €	7 000,00 €

VU l'article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 10 avril 2025 approuvant le Budget Primitif ;

VU les modifications apportées depuis le vote du budget primitif 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de tenir compte de modifications à apporter depuis le vote du budget primitif 2025 ;

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après avoir délibéré, le conseil municipal, par 8 voix pour, 1 contre (Sophie BARTHELEMY), et 2 abstentions, **décide de :**

- **Approuver** cette présente décision modificative,
- **Dit** que cette présente délibération sera transmise à Monsieur de Sous-Préfet de FORCALQUIER ainsi qu'à Monsieur le Trésorier Payeur de FORCALQUIER.

Objet : RÉVISION DE LA TARIFICATION DES SERVICES DE LA COMMUNE (RÉGIE) - TARIF POUR L'ASSOCIATION DES NUITS PHOTOGRAPHIQUES DE PIERREVERT - DE 2025 039

Madame GINESTE Martine désignée rapporteur par Monsieur le Maire, rappelle aux membres du conseil municipal qu'il convient, comme chaque année, de procéder à la révision des tarifs applicables aux services publics gérés en régie par la commune.

La dernière révision a été votée par délibération N°DE_2024_030, le 18 juin 2024.

Une attention particulière est portée à la ligne relative à la **location de la chapelle par l'Association des Nuits Photographiques de Pierrevert**, qui utilise ce lieu communal une fois par an pour l'organisation de son événement culturel. Le tarif actuellement fixé à 300,00 € pour cette mise à disposition devra faire l'objet d'un débat spécifique.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De procéder à l'examen et à la révision éventuelle de l'ensemble des tarifs des services de la commune figurant dans le tableau joint ;
- D'ajouter le tarif de la location des grandes tables à 3.00 € l'unité et des bancs à 1.00 € l'unité ;
- De porter une attention particulière à la ligne "Association Nuits Photographiques – Location chapelle" afin de confirmer ou modifier le montant actuellement fixé à 300,00 € ;
- D'approuver, le cas échéant, le nouveau tableau de tarification des services communaux
- D'autoriser Monsieur le Maire à appliquer les nouveaux tarifs à compter de la présente délibération ;
- De préciser que cette délibération annulerait et remplacerait toute précédente décision fixant lesdits tarifs ;

Après échange entre élus, il est fait remarquer qu'il serait plus opportun de présenter la révision de la tarification des services de la commune (Régie) en fin d'année civile ou bien début d'année civile soit avant le vote Budget qui se fait habituellement courant mars jusqu'au 15 avril.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents et des représentés, **décide de :**

- **D'adopter la nouvelle tarification, comme suit, à compter du 02/06/2025 :**

TARIFS/REDEVANCES APPLICABLES AU 02 juin 2025

Dénominations		Tarifs
Photocopies	A4 N&B	0.25 €
	A4 Couleur	0.60 €
	A3 N&B	0.50 €
	A3 Couleur	1.20 €
Location chapelle Sur 24 H	Pour les Montfuronnois	100.00 €
	Manifestation culturelle à but lucratif	100.00 €
	Associations du village	60.00 €
	Non Montfuronnois – Extérieur à la commune	450.00 €
	Associations extérieures au village	180.00 €
	Ménage à la demande de l'organisateur	100.00 €
	Cautions : Matériel + Ménage	400 € + 100 €
Location chapelle Sur 48 H	Pour les Montfuronnois	150.00 €
	Manifestation culturelle à but lucratif	150.00 €
	Associations du village	100.00 €
	Non Montfuronnois – Extérieur à la commune	650.00 €
	Associations extérieures au village	250.00 €
	Ménage à la demande de l'organisateur	100.00 €
	Cautions : Matériel + Ménage	400.00 € + 100.00 €
Location chapelle Association « Nuits Photographiques »	Année 2025	300.00 €
Location chapelle Les 24,25 et 31 décembre tarif unique / 24 H	Pour tout public sans différenciation	450.00 €
Frais de déplacement	Sur présentation d'un état des frais	Barème fiscal Reste inchangé
Garderie	1 X / JOUR	3.00 €
	2 X / JOUR	3.50 €

	3 X / JOUR	4.00 €
Occupation du Domaine Public Par année civile	15 € X M ²	15 € / M ²
Occupation du Domaine Public Stationnement Pro. Par année civile	Pizzaïolo	200.00 €
	Taxi	200.00 €
Location matériel	Chaises	0.50 €
	Bancs	1.00 €
	Tables	2.00 €
	Tables longues en bois	3.00 €
	Caution	200.00 €
	Transport par la commune	50.00 €

Objet : APPEL DE FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL) - DEMANDE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AU BUDGET - DE 2025 040

Madame GINESTE Martine, adjointe au Maire, désigné rapporteuse, informe les membres du conseil municipal que le Département des Alpes de Haute-Provence renouvelle, au titre de l'année 2025, son appel à participation financière des communes au budget du **Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)**.

Ce fonds, instauré par la loi du 31 mai 1990, a pour objectif d'aider les personnes les plus en difficulté à accéder ou à se maintenir dans un logement, notamment en cas d'impayés de loyers, de charges ou de factures liées aux énergies.

Le financement du FSL repose principalement sur le Département, mais également sur la participation volontaire de partenaires : communes, CAF, MSA, bailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie et syndicats.

Pour l'année 2025, le montant proposé reste inchangé, soit **0,61 € par habitant**. La participation communale sollicitée serait donc **calculée sur la base de la population DGF** (269 habitants population selon le barème de la « Dotation Global de Fonctionnement 2024 »).

Il est rappelé que lors de la séance du 11 avril 2024 (délibération n° DE_2024_017), le conseil municipal avait choisi de ne pas participer au financement du FSL.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'examiner la demande de participation financière au budget 2025 du FSL,
- De se prononcer sur l'opportunité de verser une contribution volontaire au titre de l'année 2025,
- D'autoriser, le cas échéant, Monsieur le Maire à procéder au versement de la somme correspondante sur le compte de l'association LOGIAH, gestionnaire du fonds pour le compte du Département.

Pour Montfuron, la participation s'élèverait donc à 164,09 €.

Après discussion, le conseil municipal, à l'unanimité des présents et des représentés, **décide de :**

- **Ne pas participer** au Fonds de Solidarité pour le Logement.

Le Maire : Avez-vous d'autres questions ? La séance est donc levée. Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne soirée.

Le secrétaire de séance,

Alexandra CABIRAN

Le Maire,

Pierre FISCHER